



EDITO

Niveau des pensions et retraites d'aujourd'hui et à venir...

Le 24 Février a été une nouvelle journée d'action pour la défense du pouvoir d'achat et une meilleure protection sociale. Compte tenu de la situation économique et sociale actuelle, compte tenu que la notion de retraité recouvre des situations très diverses, financièrement et en âge, compte tenu de la culture dans l'inconscient collectif liée à la notion même de retraité, compte tenu que, jusqu'à présent, la prise en charge par les syndicats pouvait être considérée comme plus modeste, compte tenu donc de tous ces éléments il est possible de considérer que cette journée du 24 Février a été une réussite.

Une réussite tout d'abord parce qu'elle ancre dans l'opinion publique le problème des difficultés réelles que rencontrent des hommes et des femmes qui ont travaillé toute leur vie et qui se retrouvent avec des revenus qui leur permettent à peine de survivre ou qui voient se dégrader régulièrement leur pouvoir d'achat. Les télévisions, les radios, les journaux ont tous rendu compte de cette journée d'action, en mettant en avant les rassemblements qui étaient organisés dans toutes les villes, en réalisant des reportages sur des situations difficiles pour mettre en exergue la réalité de la vie d'aujourd'hui dans un pays dans lequel des profits continuent de s'accumuler sans une plus juste répartition pour ceux qui ont ou qui participent à leur création.

Niveau des pensions et retraites d'aujourd'hui, cela constitue un choix de société important. Il doit s'exprimer par la volonté politique qui sera mise en œuvre pour améliorer la situation financière des retraités actuels au-delà du simple indice de l'inflation. Si l'argent ne fait pas le bonheur, rendez le, disait à juste titre un humoriste, si l'argent ne fait pas le bonheur, le manque d'argent a des conséquences immédiates sur le moral, sur la façon de se nourrir, sur la capacité à résister à toutes les attaques subies dans la vie de chaque jour, et tout ceci est facteur d'inégalité y compris dans l'espérance de vie. Nous savons que cette journée du 24 Février si elle était nécessaire, ne sera pas suffisante pour faire bouger le gouvernement mais nous savons aussi qu'il nous appartient de continuer à réclamer, à nous battre pour une juste revalorisation qui doit être accordée compte tenu que « de l'argent il y en a, aux impôts on sait ça » ainsi que le SNUI le criait dans les manifestations, tout comme il a toujours affirmé que la justice fiscale est un élément de justice sociale contrairement au bouclier fiscal.

Niveau des pensions et retraites à venir, le débat qui s'ouvre est également un choix de société qui ne peut pas se régler une fois encore sur le dos des salariés. A titre d'exemple il faut souligner que pour le système de répartition des salariés du privé, le choix qui est fait par les entreprises de mettre au chômage ou de ne pas embaucher les salariés à partir de 50 ans parce qu'il faut leur payer leur compétence et ainsi diminuer une partie de leurs profits, est un des facteurs les plus aggravants des difficultés des caisses de répartition. Quant aux fonctionnaires d'Etat que nous sommes, le statut général de la fonction publique nous fait dépendre du budget, il correspond aussi à un choix de société parce qu'il est le marqueur d'une conception de l'Etat, de ses missions, de ses agents pour un fonctionnement qui permette l'indépendance, la neutralité et l'égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire.

Défendre notre pouvoir d'achat, défendre le statut général de la fonction publique, c'est dans le droit fil de ce que nous avons toujours défendu et tout cela étant étroitement lié à notre combat pour une réforme fiscale de fond qui est un des outils essentiel pour un monde plus juste, plus humain.

Parité des rémunérations Homme/Femme

Bonification d'un an par enfant non prise en compte dans le calcul du taux de pension.

Possibilité de recours au tribunal administratif pour certains camarades.

Plusieurs tribunaux administratifs ont prononcé, pour cause d'illégalité, l'annulation d'arrêtés ministériels de concession de pensions de retraite à d'anciens fonctionnaires. Les intéressés ont obtenu une nouvelle liquidation de leur pension prenant en compte, au titre de la parité des rémunérations Homme/Femme, la bonification pour enfant. Le Conseil d'Etat a validé cette jurisprudence

Un certain nombre de nos camarades retraités, de sexe masculin, peuvent obtenir, sur décision de la juridiction administrative, une nouvelle liquidation de leur pension, s'ils remplissent les **3 conditions suivantes** :

1. l'arrêté ministériel leur concédant la pension doit avoir été pris entre le **17 mai 1990 et fin janvier 1997** (et non le 5 mars 1997, comme mentionné dans l'Unité n° 938 du 2/01/2010) ;
2. avoir eu **au moins un enfant** qu'ils ont élevé et dont ils ont assuré l'éducation ;
3. être titulaire d'une pension dont le **taux est inférieur à 80 %**.

Chaque camarade concerné doit déposer un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif auquel il demande :

- L'annulation de l'arrêté ministériel de concession de sa pension :
 - d'une part, cette parité est entachée d'irrégularité car ne mentionnant pas auprès de quelle juridiction administrative un éventuel recours contentieux doit être formé,
 - d'autre part, parce qu'elle ne prend pas en compte la bonification pour enfant, prévue à l'article L.12 b du code des pensions, dans sa rédaction antérieure à celle issue de la loi du 21/08/2003 (Loi Fillon).
- Une nouvelle liquidation de sa pension tenant compte de cette bonification ; elle est d'un an par enfant et permet d'obtenir 2 % du traitement de base servant au calcul de la pension.
- La revalorisation de la pension, avec rétroactivité à la date d'effet de la pension, l'attribution sur les sommes dues des intérêts moratoires et leur capitalisation.

Pour la bonne compréhension technique du dossier, les précisions suivantes sont apportées.

Sur l'annulation de l'arrêté ministériel concédant la pension :

Le document utilisé par le Service des pensions, **jusqu'à la fin janvier 1997**, pour notifier l'arrêté ministériel, c'est-à-dire le «*Certificat d'inscription au Grand Livre de la Dette publique*», est entaché d'irrégularité ; il mentionne bien un délai de recours contentieux, mais il ne contient aucune indication sur les voies de recours.

Or, les dispositions de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative précisent que «les délais de recours contre une décision administrative ne sont opposables qu'à la condition d'avoir été mentionnés, **ainsi que les voies de recours**, dans la notification de la décision».

Le *Certificat d'inscription au Grand livre de la Dette publique* se présente sous forme d'un seul feuillet, recto/verso, de couleur légèrement bleutée, et dont les mentions générales et individuelles sont portées à l'horizontale.

Le Service des pensions du Ministère a cessé d'utiliser ce modèle de *Certificat d'inscription*, **irrégulier en la forme**, et l'a remplacé, **en février 1997, par un nouveau document, conforme à la loi**, intitulé «*Titre de pension*» (2 feuillets, format A4, comportant au dernier § de la page 4, la mention des voies de recours).

Les camarades ayant reçu ce nouveau modèle de *Titre de pension* ne peuvent plus contester la liquidation de leur pension ; le délai d'appel d'un an, prévu à l'article L.55 du code des pensions, est expiré.

Sur le bénéfice de la bonification d'un an par enfant :

L'article L.12 b) du code des pensions, dans sa rédaction antérieure à la loi Fillon, réservait le bénéfice de cette bonification aux seules femmes fonctionnaires. Le Conseil d'Etat, après plusieurs décisions de la Cour de Justice des Communautés Européennes (C.J.C.E), a jugé que cette disposition méconnaissait le principe de l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et féminins, prévue à l'article 141 du traité instituant la Communauté européenne, et que les pensions servies par le régime français des fonctionnaires entraient dans le champ d'application de l'article 141 susvisé (arrêt GRIESMAR du 29.07.2002).

Le principe de l'égalité des rémunérations Homme/Femme a été reconnu, pour la première fois, par la C.J.C.E., dans un arrêt BARBER du 17 mai 1990.

Les camarades admis à la retraite, **par un arrêté ministériel antérieur au 17 mai 1990**, ne peuvent pas contester la liquidation de leur pension puisqu'au moment de leur mise à la retraite le principe de l'égalité des rémunérations Homme / Femme n'était reconnu ni en droit européen ni en droit français.

Sur la limitation à 80% maximum du taux de la pension :

Les services civils et militaires ordinaires, validés pour la retraite, sont toujours plafonnés à 37 ans 6 mois, quel que soit le nombre d'annuités accomplies ; peuvent s'y ajouter diverses bonifications : pour enfants (un an par enfant), pour services hors d'Europe, pour campagnes doubles en opérations de guerre, à titre de déporté politique ... ; le total est ramené à 40 annuités, et le taux de pension, à raison de 2% par an, est limité à 80%. Exemple : un camarade ayant effectué 38 ans de services, 1 an de campagne de guerre et eu 3 enfants ne se verrait retenir que 40 annuités (et non 42) et le taux de sa pension serait limité à 80%, auquel s'ajouterait une majoration de 10 % pour avoir eu 3 enfants, soit un taux de 88 % ; au-delà du troisième enfant, la majoration est de 5 % par enfant supplémentaire.

MODALITES PRATIQUES

Un modèle de pourvoi au Tribunal administratif a été mis au point. Il sera transmis, sur demande, à chaque camarade **remplissant les 3 conditions** décrites plus haut et dont la situation personnelle entre dans le cadre du schéma juridique analysé ci-dessus.

Les camarades concernés voudront bien joindre à leur demande une photocopie recto verso de leur Certificat d'inscription au Grand Livre de la Dette publique et indiquer le nombre de leurs enfants.

Des précisions sur les pièces à joindre obligatoirement au pourvoi et tous renseignements utiles sur le Tribunal administratif compétent seront donnés lors de l'envoi du modèle de recours.

Nous conseillons à nos camarades intéressés, après avoir examiné leur situation personnelle au regard des exigences juridiques sus indiquées, de ne pas trop différer leur demande. Le gouvernement ayant annoncé qu'il s'attaquerait, à nouveau, au régime des retraites au printemps 2010, un mauvais coup pourrait être porté, comme en 2003, pour contrecarrer la Jurisprudence du Conseil d'Etat.

ATTENTION AG du CLR le 11 MARS : CHANGEMENT DU LIEU DE L'AG

Compte tenu du nombre de participants, la réunion se tiendra au 177 rue de Charonne, Paris 11e.

Le métro le plus proche : Alexandre DUMAS. Le bus n°76 s'arrête à proximité (arrêt Charonne/Bagnolet ou Charonne/Philippe Auguste).

A titre indicatif, cette salle se situe à environ 10 minutes à pied du BN. A la sortie du BN tourner à droite dans la rue de Montreuil vers l'avenue Philippe Auguste, au feu à l'angle de la rue et de l'avenue tourner à gauche, prendre le trottoir de droite jusqu'au feu qui se trouve au croisement de la rue de Charonne, tourner à droite dans la rue de Charonne et prendre le trottoir de gauche jusqu'au 177.

Pour permettre les pointages d'intendance et compte tenu de l'obligation de rendre la salle à 13H, merci d'arriver à 8H30 pour démarrer les travaux à 9 heures.

L'apéritif et le Repas seront pris comme habituellement au siège du syndicat.

A PROPOS DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES

Petit rappel préalable :

Le système de retraite compte 21 régimes de base : les régimes de salariés du privé (70% des actifs), les régimes de non salariés (10%), les régimes spéciaux (SNCF, régimes d'entreprises) et le régime du statut général de la fonction publique d'Etat.

Le COR envisage deux scénarios :

- le premier consiste à maintenir les 21 régimes et à aligner les règles de calcul sur celles du régime général ;
- le second consiste à rassembler, au sein d'un régime simplifié, les régimes de base ou complémentaires qui le souhaiteraient.

Le rapport du COR sur la réforme des retraites est attendu pour le début de l'année. Une première réunion s'est tenue le 15 février dernier. A noter que la loi impose un nouveau rendez-vous retraites en 2012.

La méthodologie qui a été employée par le COR :

1) De nouveaux paramètres de réflexion :

Comme suite aux préconisations du Conseil National de l'Information Statistique pour « améliorer » la mesure des inégalités de revenus, différentes voies sont désormais suivies prévoyant une prise en compte plus complète des prestations sociales et une intégration des revenus du patrimoine financier et immobilier.

Les nouvelles enquêtes « Revenus fiscaux et sociaux » (ERFS) font une plus large appréhension des revenus sociaux souvent exonérés d'impôt, ainsi que des revenus du patrimoine financier qui peuvent être également exonérés en tout ou partie. De même, peut être pris en compte l'avantage que représente la propriété de la résidence principale, en déterminant une valeur d'usage de cet élément du patrimoine non générateur de revenus.

2) Les résultats constatés par ces nouveaux systèmes de mesure font apparaître des inégalités plus marquées :

- Si le niveau de vie statistique s'accroît, le 1^{er} décile (10% des personnes les plus modestes s'accroît de 1%, tandis que le 9^{ème} décile (borne inférieure des 10% les plus aisés) s'accroît de 8%.
- La situation **relative** des seniors s'améliorerait : le niveau de vie moyen augmente avec l'âge jusqu'à 55/59 ans, notamment avec la prise en compte des revenus financiers et de l'avantage de la propriété du logement, puis décroît et se stabilise au delà de 70 ans.
- Le taux de pauvreté des personnes âgées serait devenu plus faible que celui de l'ensemble de la population (chômage, travailleurs pauvres, temps partiel imposé, abaissement des salaires dans la répartition de la richesse produite) si l'on tient compte que : 4/5^{ème} des ressources des ménages de retraités sont constitués de pensions vieillesse revalorisables, la moitié du 1/5^{ème} restant provenant de revenus patrimoniaux immobiliers et financiers et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) qui constituerait un «filet de sécurité» du système de retraite.

D'un côté, les nouveaux modes de calcul des ressources et, de l'autre, la dégradation de la situation de l'emploi, la baisse du niveau de vie pour le plus grand nombre, les riches sont plus riches, les pauvres sont plus pauvres, et l'émergence de nouveaux modèles familiaux, font que le niveau de vie des retraités serait aujourd'hui, en moyenne, équivalent à celui des actifs. Comme toutes les moyennes elle cache des réalités très différentes puisque sur quatorze millions de retraités, 4 Millions ne perçoivent qu'environ 580 Euros et plus de 5 Millions entre 800 et 1100 Euros.

Reste qu'il est difficile d'établir un diagnostic sur la situation des personnes âgées vis-à-vis de la pauvreté dans l'avenir : réforme des retraites, baisse progressive des taux de remplacement, durée de vie plus longue... Le règlement de cette situation ne peut être abordé et réglé qu'à partir de valeurs qui seront la traduction d'un véritable de choix de société.

Ph. Bouffartigue